

Distr.
GENERALE

TD/B/40(1)/1
2 juillet 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Quarantième session
Première partie
Genève, 20 septembre 1993
Point 1 b) de l'ordre du jour provisoire

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX
DE LA SESSION

Ordre du jour provisoire et annotations à l'ordre du jour provisoire
de la première partie de la quarantième session du Conseil

On trouvera à la section I ci-après l'ordre du jour provisoire de la première partie de la quarantième session, tel qu'il a été approuvé par le Conseil à sa 824ème séance plénière le 26 mars 1993 (TD/B/39(2)/L.5) et complété par les participants aux Consultations du Secrétaire général de la CNUCED du 24 juin 1993.

I. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Questions de procédure :
 - a) Election du Bureau
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la session
 - c) Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs
 - d) Ordre du jour provisoire de la deuxième partie de la quarantième session du Conseil
 - e) Ordre du jour provisoire de la réunion directive de présession du Conseil (mars 1994)
2. Incidences internationales des politiques macro-économiques et questions relatives à l'interdépendance : dynamique de la croissance dans le contexte de l'interdépendance globale
3. Questions concernant la dette dans un contexte de développement, y compris l'évolution récente des rééchelonnements de la dette
4. Contribution de la CNUCED, dans les limites de son mandat, au développement durable : commerce et environnement
5. Mise en oeuvre des recommandations adoptées par la Conférence à sa huitième session : évolution et conséquences des espaces économiques et des processus d'intégration régionale
6. Faits nouveaux et questions qui, dans le cadre des Négociations d'Uruguay, intéressent particulièrement les pays en développement
7. Action spécifique se rapportant aux besoins et aux problèmes particuliers des pays en développement sans littoral
8. Assistance de la CNUCED au peuple palestinien
9. Autres questions relatives au commerce et au développement :
 - a) Développement progressif du droit commercial international : vingt-sixième rapport annuel de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
 - b) Mécanismes de marché pour le transfert de technologie aux pays en développement

- 10.* Autres questions appelant une décision du Conseil, qui découlent des rapports et activités de ses organes subsidiaires et d'autres organes ou qui s'y rattachent
11. Questions institutionnelles, questions d'organisation, questions administratives et questions connexes :
 - a)* Traitement des nouveaux Etats membres de la CNUCED
 - b)* Composition du Conseil du commerce et du développement
 - c)* Composition des Commissions permanentes et des groupes de travail spéciaux
 - d)* Composition du Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme pour 1994
 - e)* Approbation du mandat du Groupe de travail spécial chargé d'étudier la question de l'ajustement structurel pour la transition en vue du désarmement
 - f) Désignation d'organismes intergouvernementaux aux fins de l'article 76 du règlement intérieur du Conseil
 - g) Désignation et classement d'organisations non gouvernementales aux fins de l'article 77 du règlement intérieur du Conseil
 - h)* Préparation du trentième anniversaire de la CNUCED en 1994
 - i) Examen du calendrier des réunions
 - j) Incidences administratives et financières des décisions du Conseil
12. Questions diverses
13. Adoption du rapport du Conseil.

* * *

* Questions renvoyées à la réunion directive de présession.

II. ANNOTATIONS A L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

Point 1 Questions de procédure

Point 1 a) Election du Bureau

Conformément aux articles 18 et 19 du règlement intérieur du Conseil, le Bureau du Conseil se compose de 12 membres, dont 4 membres présentés par le Groupe A (Afrique/Asie) mentionné dans l'annexe de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, telle qu'amendée, 4 par le Groupe B, 2 par le Groupe C et 2 par le Groupe D.

A sa deuxième réunion directive de présession du 5 mars 1993, le Conseil a désigné M. Al Sherif Fawaz (Jordanie) président du Conseil à sa quarantième session.

Conformément au cycle de roulement pour la désignation du rapporteur, le rapporteur à la quarantième session sera le représentant de l'un des Etats membres du Groupe B.

Pas de documentation

Point 1 b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la session

Ordre du jour

L'ordre du jour provisoire, tel qu'il a été approuvé par le Conseil à sa 824ème séance plénière, le 26 mars 1993, et complété par les participants aux consultations du Secrétaire général de la CNUCED, le 24 juin 1993, fait l'objet de la section I ci-dessus.

Conformément à la pratique établie à la première et à la deuxième réunion directive de présession, le point 10 et certaines parties du point 11 ont été renvoyés pour décision à la réunion directive de présession.

Documentation

TD/B/40(1)/1 Ordre du jour provisoire et annotations

Organisation des travaux

Les propositions relatives à l'organisation des travaux de la session, telles qu'elles ont été approuvées par les participants aux consultations du Secrétaire général de la CNUCED du 24 juin 1993, figurent dans le document TD/B/40(1)/1/Add.1.

Documentation

TD/B/40(1)/1/Add.1 Organisation des travaux

Point 1 c) Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs

"Le Bureau du Conseil examine les pouvoirs et fait rapport au Conseil."
(Par. 2 de l'article 17 du Règlement intérieur du Conseil du commerce et du développement)

Documentation présentée pendant la session

Point 1 d) Ordre du jour provisoire de la deuxième partie de la quarantième session du Conseil

Le Secrétaire général de la CNUCED soumettra au cours de la session un projet d'ordre du jour provisoire de la deuxième partie de la quarantième session (qui doit avoir lieu en avril 1994).

Documentation présentée pendant la session

Point 1 e) Ordre du jour provisoire de la réunion directive de présession du Conseil (mars 1994)

Le Conseil voudra peut-être prier le Secrétaire général de la CNUCED d'établir un ordre du jour provisoire en fonction de l'évolution de la situation et de le soumettre pour approbation au mécanisme consultatif institué conformément au paragraphe 83 de l'Engagement de Carthagène.

Pas de documentation

Point 2 Incidences internationales des politiques macro-économiques et questions relatives à l'interdépendance : dynamique de la croissance dans le contexte de l'interdépendance globale

On se souviendra qu'au paragraphe 66 de l'Engagement de Carthagène, la Conférence a demandé au Conseil d'examiner chaque année une question concernant les incidences internationales des politiques macro-économiques et des problèmes relatifs à l'interdépendance, sur la base du Rapport sur le commerce et le développement.

Le thème approuvé par le Conseil pour examen à la première partie de sa quarantième session - "Dynamique de la croissance dans le contexte de l'interdépendance globale" - est abordé dans la première partie du Rapport sur le commerce et le développement, 1993.

Documentation

Rapport sur le commerce et le développement, 1993

Point 3 Questions concernant la dette dans un contexte de développement, y compris l'évolution récente des rééchelonnements de la dette

A la deuxième partie de sa trente-huitième session, le Conseil a pris note du fait qu'il avait été convenu lors de consultations informelles que l'ordre du jour de la première partie de la quarantième session comprendrait

un point qui permettrait au Conseil d'étudier globalement les problèmes d'endettement dans l'optique du développement, y compris l'évolution récente du rééchelonnement de la dette, comme le voulait la résolution 358 (XXXV).

La section pertinente du Rapport sur le commerce et le développement, 1993, est sa deuxième partie.

Sont également pertinents les paragraphes 100 à 106 de l'Engagement de Carthagène et la résolution 47/198 de l'Assemblée générale, du 22 décembre 1992, intitulée "Crise internationale de la dette et développement : coopération internationale accrue en vue de trouver une solution permanente aux problèmes de la dette extérieure des pays en développement". Ces textes seront mis à la disposition des membres du Conseil.

Documentation

Rapport sur le commerce et le développement, 1993

Point 4 Contribution de la CNUCED, dans les limites de son mandat, au développement durable : commerce et environnement

A la première partie de sa trente-neuvième session, examinant les conséquences pour la CNUCED des conclusions et recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, le Conseil a décidé, notamment, que ses travaux devraient d'abord être axés sur cette question importante qu'est l'harmonisation des politiques écologiques et commerciales, compte tenu de la nécessité de veiller à ce que les mesures de protection de l'environnement ne deviennent pas des instruments de protectionnisme.

Suite à cette décision, le Conseil était saisi, à la deuxième partie de sa trente-neuvième session, d'une note du secrétariat contenant un rapport intérimaire succinct sur le travail accompli jusque-là par la CNUCED dans le domaine de l'environnement et du commerce international et formulant des propositions relatives aux activités futures (TD/B/39(2)/CRP.2).

Dans sa décision 402 (XXXIX) du 26 mars 1993 sur le "développement durable", le Conseil a décidé, notamment, d'examiner le thème "Commerce et environnement" à la première partie de chacune de ses sessions annuelles et d'étudier, à la première partie de sa quarantième session, au titre de ce thème, la question des "Tendances en matière de commerce et d'environnement dans le cadre de la coopération internationale".

Le Conseil a en outre décidé que les aspects particuliers de ce thème à examiner aux sessions ultérieures seraient choisis à l'issue de consultations informelles tenues conformément au paragraphe 83 de l'Engagement de Carthagène, compte tenu de l'état d'avancement des travaux préparatoires entrepris par le secrétariat.

Par la même décision, le Conseil a décidé de demander au secrétariat de la CNUCED d'organiser à titre expérimental, pour la quarantième session du Conseil, des réunions d'information périodiques sur les questions qui seraient examinées à cette session.

Pour l'examen de ce point, le Conseil sera saisi du rapport qu'il a demandé par sa décision 402 (XXXIX). Ce rapport sera axé, en particulier, sur les questions relatives aux normes et approches environnementales pour la coopération internationale dans ce domaine.

Documentation

TD/B/40(1)/6 Commerce et environnement : rapport du secrétariat de la CNUCED

Point 5 Mise en oeuvre des recommandations adoptées par la Conférence à sa huitième session : évolution et conséquences des espaces économiques et des processus d'intégration régionale

On se souviendra qu'en approuvant le rapport oral du Secrétaire général de la CNUCED sur les dispositions à prendre pour la surveillance et le suivi des recommandations de fond adoptées par la Conférence à sa huitième session, le Conseil, à sa réunion directive de présession du 21 septembre 1992, est convenu que, pour chaque partie de sa session ordinaire, il choisirait un sujet ou des sujets précis qui figureraient sous la rubrique générale "Mise en oeuvre des recommandations adoptées par la Conférence à sa huitième session".

Dans ce contexte, à la deuxième partie de sa trente-neuvième session, le Conseil a choisi "Evolution et conséquences des espaces économiques et des processus d'intégration régionale" comme l'un des sujets qui pourraient être examinés à la quarantième session. On se souviendra qu'au paragraphe 63(3) de l'Engagement de Carthagène, ce point figure parmi les thèmes appelant l'élaboration de nouvelles approches et d'idées novatrices quant à la poursuite de nouvelles orientations de travail.

Pour aider le Conseil, le secrétariat soumettra un rapport qui donnera un aperçu de l'évolution des processus d'intégration régionale, examinera en particulier les incidences et les conséquences des processus d'intégration européenne et de ceux de l'hémisphère occidental pour les pays en développement, et traitera de questions relatives aux accords d'intégration entre pays en développement. Dans ce rapport seront également examinées les conséquences des accords régionaux pour le système commercial international.

Documentation

TD/B/40(1)/7 Evolution et conséquences des espaces économiques et des processus d'intégration régionale
Rapport du secrétariat de la CNUCED

Point 6 Faits nouveaux et questions qui, dans le cadre des Négociations d'Uruguay, intéressent particulièrement les pays en développement

On se souviendra que, le 27 avril 1993, le Conseil a tenu sa troisième réunion directive, aux fins d'examiner à haut niveau les faits nouveaux survenus dans le cadre des Négociations d'Uruguay.

A cette occasion, le Président a confirmé que, comme le Conseil le lui avait demandé à la deuxième partie de sa trente-neuvième session, il avait adressé au Président du Comité des négociations commerciales du GATT, pour diffusion à titre de document officiel, le "Message adressé par le Conseil du commerce et du développement aux gouvernements participant aux Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay".

Egalement à la troisième réunion directive, le Président du Groupe des 77 (Philippines) a présenté oralement une "Déclaration du Groupe des 77" sur les faits nouveaux survenus dans le cadre des Négociations d'Uruguay en demandant qu'elle soit annexée au rapport du Conseil sur cette réunion (voir TD/B/EX(3)/3, annexe I).

Pour l'examen de ce point à la première partie de sa quarantième session, le Conseil sera saisi d'une note du secrétariat de la CNUCED faisant le point des faits nouveaux les plus récents à signaler dans le cadre des Négociations d'Uruguay, dans la mesure où ils se rapportent à des questions qui intéressent particulièrement les pays en développement.

Documentation

TD/B/40(1)/CRP.1 Faits nouveaux et questions qui, dans le cadre des Négociations d'Uruguay, intéressent particulièrement les pays en développement
Note du secrétariat de la CNUCED

Point 7 Action spécifique se rapportant aux besoins et aux problèmes particuliers des pays en développement sans littoral

Au paragraphe 14 de sa résolution 46/212 du 20 décembre 1991, l'Assemblée générale accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général de la CNUCED sur les progrès accomplis dans l'exécution de mesures spécifiques se rapportant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral (A/46/496 et Add.1) et le prie d'établir un autre rapport en tenant compte des dispositions de ladite résolution et de le lui présenter à sa quarante-huitième session.

Au paragraphe 12 de cette résolution, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de convoquer en 1993 une réunion d'experts gouvernementaux de pays en développement sans littoral et de transit et de représentants de pays donateurs et d'institutions de financement et de développement pour examiner et proposer des mesures concrètes répondant aux problèmes des pays en développement sans littoral, et de présenter ces propositions au Conseil du commerce et du développement et à l'Assemblée générale lors de sa quarante-huitième session afin qu'ils y donnent suite. Cette réunion s'est tenue au Siège de l'ONU à New York du 17 au 19 mai 1993. A la séance plénière de clôture, les participants ont adopté des conclusions et recommandations concertées ainsi que le projet de rapport de la réunion.

Au paragraphe 10 de sa résolution 46/212, l'Assemblée générale invite le Secrétaire général de la CNUCED à entreprendre, dans la limite du montant global des ressources prévues pour l'exercice 1992-1993, des études spécifiques dans un certain nombre de domaines, compte tenu de la nécessité

de répondre aux préoccupations des pays en développement de transit, et à présenter un rapport sur les résultats de ces études au Conseil du commerce et du développement ainsi qu'à l'Assemblée générale lors de sa quarante-huitième session. Le secrétariat de la CNUCED a donc établi un rapport exposant les résultats de ces études.

Au paragraphe 9 de ladite résolution, l'Assemblée générale prend note avec satisfaction de la contribution apportée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à la formulation de mesures internationales visant à trouver une solution aux problèmes propres aux pays en développement sans littoral et prie la Conférence, entre autres choses, de suivre en permanence le développement des installations, dispositifs et services de transport en transit, de surveiller l'application des mesures convenues, de collaborer à toutes les initiatives pertinentes, y compris celles du secteur privé et des organisations non gouvernementales, et de servir de centre de liaison pour les questions interrégionales intéressant les pays en développement sans littoral. Le secrétariat de la CNUCED a établi un rapport sur ces questions en se fondant sur les réponses reçues des gouvernements, des organisations internationales et intergouvernementales et des organisations non gouvernementales, ainsi que sur les activités permanentes de la CNUCED en faveur de ces pays.

Conformément aux mandats qui lui ont ainsi été confiés, le Secrétaire général de la CNUCED soumettra à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil du commerce et du développement, le rapport de la réunion d'experts gouvernementaux de pays en développement sans littoral et de transit et de représentants de pays donateurs et d'institutions de financement et de développement, un rapport établi par le secrétariat de la CNUCED et un rapport sur la contribution des gouvernements, des organisations internationales et intergouvernementales et des organisations non gouvernementales.

Documentation

TD/B/40(1)/3	Note du secrétariat de la CNUCED
TD/B/40(1)/2 TD/B/LDC/AC.1/4	Rapport de la Réunion d'experts gouvernementaux de pays en développement sans littoral et de transit et de représentants de pays donateurs et d'institutions de financement et de développement (17-19 mai 1993)
TD/B/40(1)/4	Résultats des études spécifiques relatives au transit et aux autres solutions possibles
TD/B/40(1)/5	Contributions apportées par les gouvernements, les organisations internationales et intergouvernementales et les organisations non gouvernementales

Point 8 Assistance de la CNUCED au peuple palestinien

On se souviendra que, dans sa résolution 146 (VI), la Conférence a prié le Secrétaire général de la CNUCED de créer un groupe économique spécial chargé de surveiller et d'examiner les politiques suivies par les autorités d'occupation israéliennes qui entravent le développement économique des territoires palestiniens occupés, et de rendre périodiquement compte au Conseil du commerce et du développement et à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de cette résolution, y compris les travaux effectués par le Groupe économique spécial.

On se souviendra qu'à la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement il a été convenu que l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien serait poursuivie sous sa forme actuelle et que, par sa décision 47/445 du 22 décembre 1992, intitulée "Programmes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en faveur du peuple palestinien", l'Assemblée générale a) a prié la CNUCED de maintenir son programme en faveur du peuple palestinien sous sa forme actuelle, en étroite coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine; b) a demandé instamment que le personnel et les experts de la CNUCED puissent avoir accès au territoire palestinien occupé; et c) a invité le Conseil du commerce et du développement à envisager de prendre les dispositions appropriées en matière d'établissement de rapports afin de pouvoir être informée par le Secrétaire général de la CNUCED des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de cette décision.

Le rapport soumis au Conseil à la première partie de sa quarantième session contiendra trois parties.

Dans la première partie seront examinés les faits nouveaux survenus récemment dans l'économie du territoire palestinien occupé et seront identifiés des domaines appelant une action immédiate en vue de favoriser le relèvement de l'économie palestinienne.

Dans la deuxième partie seront exposées les principales conclusions d'une étude commandée par le secrétariat de la CNUCED sur les questions environnementales affectant le développement social et économique de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et seront énoncés des principes directeurs pour une action visant à améliorer la situation écologique et à promouvoir un développement durable dans le territoire palestinien occupé.

Dans la troisième partie seront examinés les progrès accomplis dans les travaux du Groupe économique spécial (peuple palestinien) du secrétariat de la CNUCED pendant la période allant de juin 1992 à mai 1993.

Comme il l'a fait les années antérieures, le Conseil voudra peut-être prendre note du rapport soumis par le secrétariat de la CNUCED. En ce qui concerne "les dispositions appropriées en matière d'établissement de rapports" au sujet desquelles l'Assemblée générale a prié le Conseil de formuler une recommandation, le Conseil voudra peut-être envisager de recommander à

l'Assemblée une procédure selon laquelle le Secrétaire général de la CNUCED communiquerait à l'Assemblée générale un rapport sur les délibérations du Conseil au sujet de ce point de l'ordre du jour.

Documentation

TD/B/40(1)/8 Faits nouveaux survenus dans l'économie du territoire
palestinien occupé
Rapport du secrétariat de la CNUCED

Point 9 Autres questions relatives au commerce et au développement

Point 9 a) Développement progressif du droit commercial international :
vingt-sixième rapport annuel de la Commission des Nations Unies
pour le droit commercial international

La vingt-sixième session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international aura lieu à Vienne du 5 au 23 juillet 1993. Conformément à la résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale, le Conseil du commerce et du développement sera saisi du rapport de la Commission sur cette session.

Cette résolution stipule également que toute observation ou recommandation que le Conseil souhaiterait faire sur le rapport sera communiquée à l'Assemblée générale, de même que toute suggestion de question à inclure dans les travaux de la Commission, et toute autre recommandation du Conseil concernant les travaux de la Commission.

Documentation

TD/B/40(1)/9 Note du secrétariat de la CNUCED

A/48/17 Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit
commercial international sur les travaux de sa
vingt-sixième session

Point 9 b) Mécanismes de marché pour le transfert de technologie
vers les pays en développement

On se souviendra qu'au paragraphe 13 de ses conclusions concertées 401 (XXXIX), du 26 mars 1993, le Conseil est convenu que la proposition dont il était saisi, relative à l'étude des mécanismes de prix axés sur le marché en tant que moyen de favoriser le transfert de technologie vers les pays en développement, serait encore affinée par le secrétariat et serait examinée par le Conseil à la première partie de sa quarantième session.

Le secrétariat a donc rédigé une note contenant un bref exposé des principaux problèmes et identifiant des domaines appelant une étude plus approfondie.

Le Conseil voudra peut-être renvoyer ce point, pour plus ample examen, au Groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements et du transfert de technologie dans le cadre de la mise en oeuvre de son programme de travail, adopté le 29 janvier 1993.

Documentation

TD/B/40(1)/13 Mécanismes de marché pour le transfert de technologie vers les pays en développement : étude préliminaire des principaux problèmes
Note du secrétariat de la CNUCED

Point 10 Autres questions appelant une décision du Conseil, qui découlent des rapports et activités de ses organes subsidiaires et d'autres organes ou qui s'y rattachent

Ce point a été renvoyé à la réunion directive de présession.

Point 11 Questions institutionnelles, questions d'organisation, questions administratives et questions connexes

Les points 11 a) à 11 e) et 11 h) ont été renvoyés à la réunion directive de présession.

Point 11 f) Désignation d'organismes intergouvernementaux aux fins de l'article 76 du Règlement intérieur du Conseil

La liste des 103 organismes intergouvernementaux disposant d'un statut auprès de la CNUCED figure dans les documents TD/B/INF.106/Rev.5 et Add.1 et 2.

Le Conseil ne devrait être saisi d'aucune nouvelle demande de désignation au cours de la première partie de sa quarantième session.

Pas de documentation

Point 11 g) Désignation et classement d'organisations non gouvernementales aux fins de l'article 77 du Règlement intérieur du Conseil

A l'heure actuelle, 156 organisations non gouvernementales possèdent un statut auprès de la CNUCED - 73 dans la catégorie générale et 83 dans la catégorie spéciale. La liste de ces organisations figure dans le document TD/B/INF.107/Rev.6.

A la première partie de sa quarantième session, le Conseil sera invité à examiner les demandes de désignation présentées par les trois organisations non gouvernementales visées ci-dessous. Toute autre nouvelle demande de désignation fera l'objet d'un additif au présent document.

Documentation

TD/B/40(1)/R.1	Note du secrétariat de la CNUCED
TD/B/40(1)/R.1/Add.1	Environnement et développement du tiers monde (ENDA)
TD/B/40(1)/R.1/Add.2	Third World Network (TWN)
TD/B/40(1)/R.1/Add.3	Latin American and Caribbean Free Zone Association (AZOLCA)

Point 11 i) Examen du calendrier des réunions

A la deuxième partie de sa trente-neuvième session, le Conseil a approuvé un projet de calendrier des réunions pour 1993 et un projet de calendrier indicatif pour l'exercice biennal 1994-1995 (publiés ultérieurement dans le document TD/B/39(2)/INF.3).

A la première partie de sa quarantième session, le Conseil sera saisi d'un calendrier révisé pour le reste de l'année 1993 et pour l'exercice biennal 1994-1995, compte tenu des recommandations du Groupe du calendrier.

Documentation

TD/B/40(1)/L.1	Examen du calendrier des réunions
----------------	-----------------------------------

Point 11 j) Incidences administratives et financières des décisions du Conseil

Le Conseil sera informé pendant la session des incidences administratives et financières de toutes les propositions dont il pourrait être saisi.

Point 12 Questions diversesPoint 13 Adoption du rapport du Conseil

Conformément à la décision 259 (XXV) du Conseil, deux versions du rapport du Conseil sont établies : a) le rapport du Conseil à l'Assemblée générale, contenant les résolutions et décisions du Conseil et tout autre texte qu'il décide de communiquer à l'Assemblée; et b) le compte rendu intégral des travaux du Conseil, qui fait partie des "Documents officiels" du Conseil.
